

III. Les programmes de scolarisation des enfants en zone rurale

Paul Lesaffre, novembre 2012

En matière d'appui à la scolarisation primaire des enfants en zone rurale, on a surtout travaillé en Haïti et à Madagascar... En effet ce n'est pas possible dans les pays de type socialiste (Ethiopie et Mozambique) pour qui l'éducation est une priorité qu'ils préfèrent donc contrôler, et où les taux de scolarisation sont souvent élevés. Ce n'était guère faisable au Malawi (à part une intervention dans la région de Zomba, et à part les programmes de prévention du HIV et des grossesses précoces dans les écoles¹) et notre implantation est encore très récente en Sierra Leone.

En revanche, on l'a souvent fait dans le cadre des programmes urbains, mais c'est une autre affaire, qui devrait être abordée dans une autre note.

Les besoins en éducation sont immenses dans ces deux pays (Haïti et Madagascar). Mais, comme on le verra dans cette brève note, si les possibilités d'impliquer les parents, les élèves, les maîtres et plus généralement les villageois sont à peu près les mêmes, celles d'impliquer les autorités sont radicalement différentes selon le pays, et même selon les responsables de tel ou tel district.

Comme on le verra aussi, l'intérêt est qu'on a commencé à Manakara (sud-est de Madagascar) en s'inspirant en partie de l'exemple des programmes démarrés d'abord en Haïti ; ensuite à Farafangana, quelques dizaines de kilomètre au sud de Manakara, on a mis au point une méthode plus responsabilisante (avec une période dite de « pré-ciblage ») ; enfin en Haïti on a repris cette nouvelle méthode pour les programmes plus récents (ceux de la région de Boucan Carré et même celui de Petit Goâve, lancés avec le partenaire haïtien Concert Action).

¹ Voir sur le site du Réseau Pratiques la vidéo réalisée sur le programme IA / Dombolo de prévention du HIV à Mulanje : <http://www.interaide.org/pratiques/node/390>

Malawi Mulanje HIV/AIDS prevention program - Training Guidelines 2010

<http://www.interaide.org/pratiques/node/393> D'autres outils sont également en ligne (affiches...)

Santé scolaire au Malawi : Malawi Aids Prevention Programmes: teachers' guidelines - Inter Aide 2005

<http://www.interaide.org/pratiques/node/254>

Zomba School Health Programme - Education à la santé dans les écoles - Inter Aide 2002

<http://www.interaide.org/pratiques/node/255>

Fiche sur l'utilisation de la vidéo pour l'animation à la santé et la prévention du sida, IA 2002

<http://www.interaide.org/pratiques/node/256>

...



En **Haïti**, qui a aussi été le berceau de nos premiers programmes scolaires, il s'agissait au début de scolariser le plus d'enfants possible dans les meilleures conditions possibles dans ce que les familles ont rapidement appelé les « écoles Inter Aide »... Cela a évidemment permis de scolariser des milliers d'enfants dans des écoles d'un niveau acceptable et même très bon pour le pays, à Ennery² tout d'abord, à Marigot³, dans le Nord Ouest⁴ et dans la chaîne des Cahos.

On notera qu'il y a eu dès le départ une forte volonté de responsabiliser les parents. D'abord à travers le paiement d'un écolage plus significatif que celui qu'ils avaient l'habitude de régler (souvent partiellement et tardivement). Ensuite en refusant obstinément de soutenir des cantines scolaires, qui peuvent avoir comme effet pervers de déresponsabiliser les parents sur un point vital : l'alimentation de leurs propres enfants...

On a aussi beaucoup travaillé dès le début avec les maîtres, notamment sur leur assiduité (ils sont tous également agriculteurs), la préparation des leçons, et plus généralement la qualité de l'enseignement. Mais assez rapidement, ces maîtres ont voulu être considérés comme une corporation de salariés d'Inter Aide⁵, ce qui représentait un risque en termes de responsabilité et de pérennité⁶.

Dans la chaîne des Cahos on a longtemps soutenu un nombre important d'écoles, poussant très loin le niveau de qualité et l'implication des comités de parents qui ont peu à peu été appelés à assurer la gestion des écoles et à contribuer très directement à leur amélioration. Inter Aide a fortement appuyé l'émergence d'un partenaire local appelé OKPK⁷ à Esterlin, dans le bas de la zone. Cela a permis à Inter Aide de se repositionner en appui plus extérieur⁸ et de préparer peu à peu son désengagement (en août 2010, voir *réseau Pratiques*⁹).

² Programme repris par l'ONG haïtienne PRODEVA.

³ Fiche Pratique sur l'expérience des 12 écoles rurales de Marigot vers l'autogestion (Haïti, partenariat ACDED / Inter Aide, Eva Carme-Molinos, février 01. <http://www.interaide.org/pratiques/node/302>.

⁴ Programme transféré à Initiative Développement.

⁵ Ce que l'on peut aussi voir comme leur tentative de répondre aux besoins vitaux de leur famille...

⁶ Dans les premières années, on a affecté à ces programmes de nombreux responsables de programme autochtones. Mais ces derniers, contrairement aux agronomes responsables de programme haïtiens (dont le métier les attache plus naturellement aux zones rurales, même reculées), du fait de leur formation plus universitaire et intellectuelle, sont plus réticents à s'impliquer sur le moyen ou long terme dans ces zones difficiles et isolées... On a aussi remarqué que les responsables de programme expatriés, et notamment les femmes, à qui on a quelquefois confié la responsabilité de programmes scolaires, voulant faire preuve d'autorité, se trouvaient souvent la cible de groupes de maîtres qui se considéraient comme des salariés d'Inter Aide... Ces deux points, ne sont pas « politiquement corrects », mais ils sont vrais, c'est pourquoi je les écris. Cela ne nous a évidemment pas empêchés de recruter des autochtones et des femmes expatriées pour ce type de programme (avec souvent de très bons résultats), mais en connaissance de cause et en prévenant les personnes recrutées dès le départ.

⁷ Fiches sur l'appui d'OKPK aux comités d'école des Cahos : Fiche Pratique Education 2.1.1. Bref historique des projets d'appui aux écoles des Cahos (Haïti) Fév. 02 - Fiche.2.1.2.L 'OKPK, idée de base et évolutions, Fév. 02_ - Fiche.2.1.3. Le contrôle du travail des maîtres, Fév. 02_ - Fiche.2.1.4. Les comités d'école dans les Cahos, Sept. 02, en ligne sur <http://www.interaide.org/pratiques/node/352>

⁸ Évaluation externe de la phase de positionnement en appui extérieur, programme de scolarisation chaîne des Cahos - 1996-2000 (Haïti), Lionel Eustache, Jacques Thony, Juin 2001, en, ligne sur Pratiques : <http://www.interaide.org/pratiques/node/300> - Egalement en ligne sur le site du F3E (126 Ev)

⁹ **Évaluation des effets et de la stratégie d'inter aide dans la chaîne des Cahos (Haïti) Novembre 2011** - Catherine DELHAYE - David HACQUIN - Jacques Norcius JEAN, CIEDEL, Novembre 2011 (Ev 316, également en ligne sur le site du F3E) http://www.interaide.org/pratiques/sites/default/files/IA_F3E_Synthese_Evaluation_Cahos_2011.pdf



Le résultat a été impressionnant, notamment en termes de nombre d'enfants scolarisés : on passe en effet de moins de 900 enfants scolarisés en 1983 à près de 10 000 en 2002/2003 dans 37 écoles soutenues par Inter Aide et en 2007, près de 14 000 enfants étaient scolarisés dans 70 écoles (dont seulement 31 encore soutenues par Inter Aide) de la Chaîne des Cahos.

Pour faire le pendant à la responsabilisation des comités de parents, on a longtemps espéré que des écoles seraient nationalisées, ou du moins reprises par l'état haïtien... Finalement ce jour est venu, mais en fait il s'agissait de fausses « nationalisations » décrétées par un agent du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse qui espérait faire du profit avec des écoles qui marchaient bien !

Les écoles concernées ont été dotées de nouveaux maîtres issus de la ville, qui venaient rarement, et elles ont rapidement périclité... Ce qui est remarquable c'est que les parents des élèves de ces écoles se sont alors mobilisés et ont relancé des écoles villageoises avec les anciens maîtres. On avait donc bien réussi dans ces localités à « communiquer aux familles l'envie et la capacité de mieux répondre à leurs besoins vitaux ».

Plus récemment, on a lancé trois nouveaux programmes sur les sections rurales de Boucan Carré (2007), de Petit-Goâve en partenariat avec l'ONG haïtienne Concert-Action (2010) et de Hinche (2012). La méthode s'inspire en partie de celle mise en place à Farafangana (Madagascar), avec une période dite de « pré-ciblage », mais s'appuie aussi fortement sur l'expérience acquise et les leçons tirées dans les Cahos¹⁰.

L'approche privilégiée consiste à mettre d'abord l'accent sur la formation des communautés au cours de la période de « pré-ciblage » puis, dans un second temps seulement et en fonction des besoins et du niveau d'implication communautaire, sur les appuis en matière d'équipements, voire d'infrastructures. Aucune subvention n'est accordée pour le fonctionnement des écoles et l'appui est, à toutes les phases du projet, contractualisé et dépend de critères précis (niveau de mobilisation des parents, fonctionnement de l'école, assiduité et ponctualité des élèves et des maîtres...) évalués tout au long de l'année avec les acteurs concernés.

Le cycle d'appui (5 à 6 ans) – moins long qu'auparavant – permet quand même de travailler en profondeur sur les changements de comportements vis-à-vis de l'école et de renforcer le sentiment d'auto-efficacité des communautés qui maintiennent leur engagement dans la durée.

¹⁰ **Capitalisation sur la démarche d'appui aux écoles mise en oeuvre par Inter Aide en Haïti – Oct. 2001-**

Christophe Hiver <http://www.interaide.org/pratiques/node/253>

Capitalisation sur la construction d'écoles rurales en Haïti - Inter Aide pour la zone de Bouli, Boucan Carré (Département de l'Artibonite) - En Partenariat avec Concert-Action pour la zone de Petit Goâve

<http://www.interaide.org/pratiques/content/capitalisation-sur-la-construction-d%C3%A9coles-rurales-en-ha%C3%Afti-inter-aide>



Mais c'est surtout à **Madagascar** que nos méthodes ont évolué : en effet, on a d'abord appuyé des écoles pour scolariser, sur l'exemple haïtien, un nombre relativement important d'enfants sur la zone de Manakara : une douzaine d'écoles étaient ciblées en réponse aux demandes de communautés villageoises chaque année entre 1998 et 2004 avec à la fois un travail au niveau communautaire aboutissant à la signature de contrats de réussite scolaire, des constructions de bâtiments en dur dotés de mobilier, et un volet de formation des enseignants. Cette approche a permis de scolariser des enfants avec succès mais sans obtenir le niveau de responsabilisation souhaité de la part des parents, des enfants, des maîtres, de la CISCO (Circonscription Scolaire) et des acteurs communaux (*voir le site du réseau Pratiques*¹¹). Une nouvelle méthode a été mise au point sur la zone de Farafangana à partir de 2004 : afin de mieux sélectionner les écoles, d'accroître la participation et de ne plus mettre en avant les infrastructures mais bel et bien la réussite scolaire, les actions, toujours positionnées en réponse aux demandes de communautés villageoises, et consistaient à mobiliser au cours de la première période d'appui tous les acteurs qui jouaient un rôle dans la question scolaire : les élèves, les parents d'élève, les enseignants, les cadres de la CISCO et les représentants des communes rurales.

L'idée centrale était de définir, dans une période de pré-ciblage (*dina kely* ou « petit contrat », dans la tradition malgache), des contrats d'engagements où chaque acteur endossait la responsabilité d'une résolution précise en vue d'améliorer la situation (ponctualité, assiduité, attention portée aux devoirs, adoption de certains outils pédagogiques, implication de force de travail pour améliorer le bâtiment avec très peu d'aide extérieure). Un appui plus important (« grand contrat » ou *dina bé*) était ensuite apporté aux écoles qui avaient bien réussi la première période, avec notamment la construction d'un second bâtiment, en dur cette fois, ainsi qu'une dotation en mobilier (tables bancs, tableaux noirs). Cette stratégie a donné des très bons résultats. Elle a aussi montré ses limites : la reconduction annuelle des contrats affaiblissait leur importance, le programme n'avait que peu de prise sur les enseignants, et au-delà de 40 écoles, l'action devenait très lourde à gérer (le programme réalisait les constructions lui-même¹²)...

Nous avons donc décidé de reproduire la méthode en l'améliorant : l'essentiel de l'action s'est concentré sur une nouvelle forme de contrat, qui reposait sur la même logique d'engagements réciproques mais avec une auto-évaluation mensuelle, ce qui a nettement dynamisé les acteurs. Puis, une fois cette approche maîtrisée, nous avons essayé de la transférer aux communes à partir de 2007. Des conventions de 4 ans furent signées avec les communes volontaires, qui devaient nommer un agent communal et le rémunérer sur le

¹¹ Fiche Pratique EDUCATION.1.1.1. Animation scolaire rurale sur le programme de Manakara
Fiche Pratique EDUCATION.1.1.2. Une séquence d'intervention basée sur la dynamique villageoise
Fiche Pratique EDUCATION.1.1.3. Les contrats d'écoles, Jean Copreaux, Inter Aide 2000
<http://www.interaide.org/pratiques/node/301>

¹² Présentation 2007 de la méthode "dina-mique" du programme d'appui à la politique éducative des communes de Farafangana Madagascar <http://www.interaide.org/pratiques/node/347> et outils du programme d'appui à la politique éducative des communes de Farafangana - IA 2008 <http://www.interaide.org/pratiques/node/346>



budget territorial. C'est cet agent qui était alors chargé de conduire la préparation, l'établissement et l'évaluation des contrats.

Le programme apportait, outre les formations et l'accompagnement des acteurs, les ressources pour ériger un bâtiment supplémentaire dont la construction était sous la responsabilité des communes. Une forme de contrôle de l'assiduité des enseignants par les comités d'école, a été mise en place, avec la possibilité de déposer des plaintes auprès de la commune.

Cette nouvelle méthode présentait plusieurs avantages : l'intervention des équipes communales permettait des effets leviers décisifs (plus de 100 écoles de 21 communes ont été touchées), l'action des maires avait plus d'effet sur les enseignants et les familles pour lutter contre l'absentéisme et l'abandon scolaire en cours d'année et les résultats sur les indicateurs de la scolarité ont été excellents. Cependant, il semble que cette méthode, si elle contribue bien à mobiliser les familles, les maîtres, les élèves et la circonscription scolaire, perde souvent de son efficacité lorsqu'elle est transmise aux communes si les acteurs communaux ne sont pas assez impliqués... dès que l'incitation liée à la construction de nouveaux bâtiments disparaît. La notoriété apportée à la commune par des écoles qui fonctionnent bien pourrait peut-être constituer une autre forme d'incitation pour les communes (mais cela nécessite de pouvoir comparer les résultats de la commune à d'autres communes qui n'ont pas forcément de statistiques fiables).

Ce qui est rendu possible à Madagascar par l'existence de communes relativement organisées reste donc tributaire de la qualité et de la bonne implication de leurs responsables. Il faut rappeler que la région de Farafangana est une des plus déshéritées de l'île et que le dynamisme et le volontarisme des acteurs communaux y sont moins puissants qu'ailleurs...



En conclusion, pour les programmes de scolarisation des enfants en milieu rural, comme d'ailleurs pour la plupart des programmes, on peut dire que ce qui compte avant tout, c'est la motivation et la responsabilisation des acteurs : leur communiquer l'envie et la capacité de mieux répondre aux besoins vitaux, et cela commence souvent par la confiance en soi.

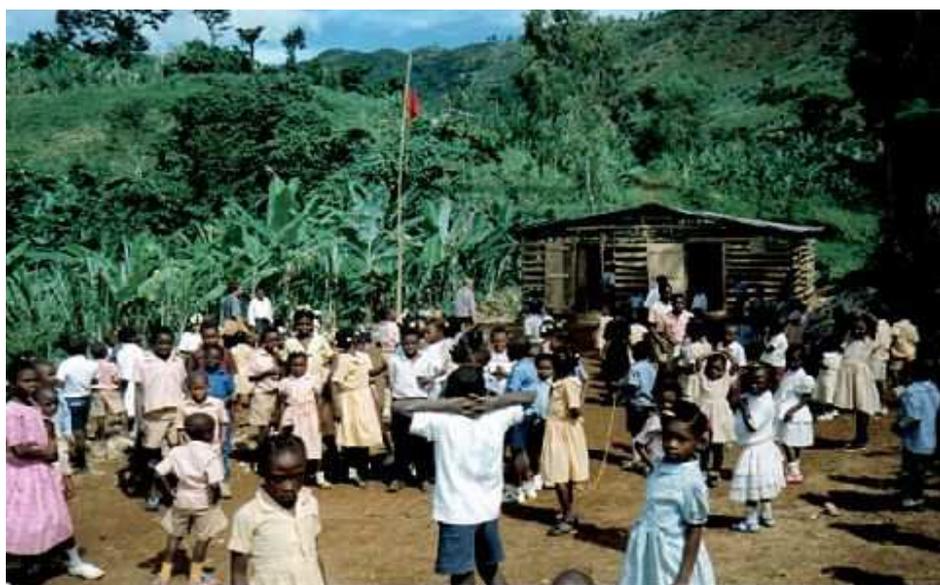
A cet égard la méthode développée il y a quelques années à Farafangana (Sud-Est de Madagascar), consistant à impliquer d'abord les villageois pendant une période dite de pré-ciblage avec une aide très petite (*dina kely*) avant une période d'appui plus poussé (*dina bé*) semble efficace pour les programmes scolaires malgaches. Cette méthode, mise au point à partir de 2004 à Farafangana, et reprise et adaptée depuis pour les nouveaux programmes scolaires en Haïti, semble devoir permettre d'obtenir en quelques années ce qu'on a obtenu en plus de 20 ans dans la chaîne des Cahos en Haïti.

En revanche il apparaît que la transmission de ce type de méthode aux autorités locales dépend non seulement de l'existence et de l'efficacité de ces dernières (ce qui est nettement plus le cas à Madagascar qu'en Haïti), mais aussi de la motivation et du niveau de responsabilisation de leurs responsables locaux.

Les échanges de Pratiques dans le domaine du **scolaire**, sont accessibles sur le site du Réseau Pratiques <http://www.interaide.org/pratiques/education/education>



Haïti



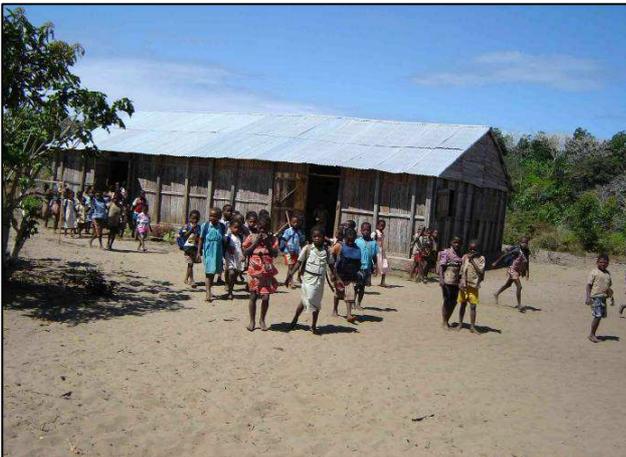
Construire une école dans une zone (les Cahos en 1992) aussi reculée, dépourvue de main d'œuvre formée, où les moindres matériaux doivent être montés à dos d'homme tient parfois de l'exploit.

Et pourtant, ce n'est pas un luxe !

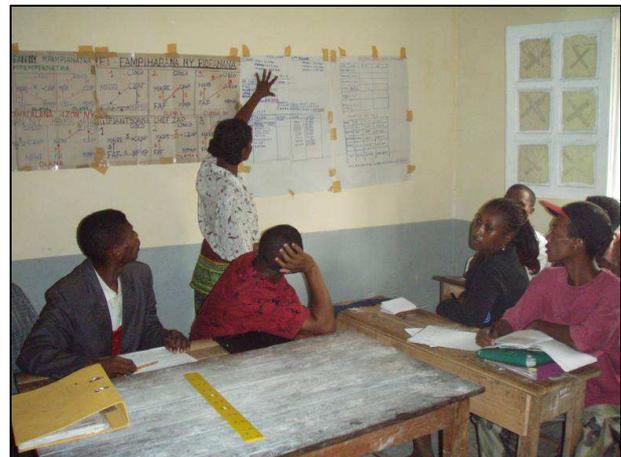




Madagascar



Nouveau bâtiment construit par les comités d'école avec le soutien du projet à Farafangana en 2010.



Ci-dessus, réunion d'évaluation regroupant les acteurs de la commune (Etrotroka) et des villages.

